Logo CFDT

MERCREDI 24 JANVIER : En Argentine, la démocratie et les droits fondamentaux en péril ! Solidarité avec les travailleuses et travailleurs et les syndicats du pays !

Javier Milei, entré en fonction le 10 décembre 2023, déroule déjà sa politique populiste d'extrême-droite, faisant peser de lourds dangers sur la démocratie et sur les droits fondamentaux des citoyens en Argentine, à commencer par ceux des travailleuses et des travailleurs.

Fin décembre, le président Argentin a présenté le Décret de Nécessité d'Urgence (DNU) et la Loi Omnibus, qui s'attaquent à plus de 300 dispositions touchant aux bases des droits individuels et collectifs. Ces mesures remettent en cause les fondements démocratiques du pays, rompant avec la séparation des pouvoirs et violant la Constitution argentine. Ce décret vise également le démantèlement des services publics et de la protection sociale, avec le licenciement de milliers de fonctionnaires argentins déjà à l'oeuvre, en instaurant une austérité dévastatrice pour le modèle social argentin et les droits et intérêts des travailleuses et travailleurs en Argentine.

Parallèlement, ce même gouvernement a rapidement publié un protocole, ayant pour objectif la criminalisation de la contestation sociale, en permettant notamment un usage indiscriminé du recours à la répression d'État contre toutes les formes de lutte, en particulier celles des travailleuses et des travailleurs.

Les travailleuses et travailleurs sont de fait en première ligne face à ces réformes, citons entre-autres : la volonté d'éliminer la justice du travail, la remise en cause de la liberté syndicale et d'adhérer ou non à un syndicat, le renforcement des prérogatives des employeurs pour réprimer l'activité syndicale au quotidien, la mise en place d'une période d'essai de 10 mois, l'élimination en pratique du droit de grève et la suppression du droit à l'indemnisation pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

En outre, ces batteries de mesure incluent le démantèlement des normes environnementales et l'abandon de la souveraineté, sur les richesses naturelles et les terres du pays aux désiderata des capitaux internationaux.

La politique de Milei témoigne de la nature profonde de l'extrême-droite, un danger mortel pour le monde du travail, pour les services publics et pour l'environnement, et un mépris des principes démocratiques les plus élémentaires.

Nos organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires expriment leur plus vive inquiétude face à cette offensive contre les acquis de plusieurs décennies de luttes sociales et syndicales en Argentine.

Nous adressons toute notre solidarité aux travailleuses et travailleurs d'Argentine, et notamment aux confédérations syndicales CGT-RA, CTA-T et CTA-A. Nous les soutenons inconditionnellement dans le processus de lutte qu'elles ont engagés pour faire face aux politiques mortifères de Milei et son gouvernement.

En particulier, nous sommes solidaires de l'appel à la grève nationale du 24 janvier initié par les trois centrales syndicales du pays. Elles réclament le respect du fonctionnement démocratique du pays et de sa Constitution ainsi que le retrait de ces lois bafouant un nombre incalculable de droits fondamentaux, à

commencer par les conventions de l’OIT que le pays a ratifiées.

Nos organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires appellent à se rassembler le mercredi 24 janvier à 18h00 devant l’ambassade d’Argentine pour témoigner de notre solidarité avec les travailleuses et travailleurs, et les syndicats, en lutte pour défendre leurs droits et la démocratie.

Rassemblement de solidarité devant l’ambassade d’Argentine le 24 janvier à 18h00 à l’angle de la rue Cimarosa et de l’avenue Kleber, 75016, Paris - Metro 6 : Boissière

manifestation
Documents
En Argentine, la démocratie et les droits fondamentaux en péril ! Solidarité avec les travailleuses et travailleurs et les syndi